

## 1<sup>ère</sup> analyse des réponses des membres OAI au questionnaire sur les exigences de projets dans le domaine de l'évacuation des eaux en milieu urbain

### Considérations générales

**Nombre de questionnaires renseignés :** 35 (par 24 bureaux d'architectes, 9 bureaux d'ingénieurs-conseils, 2 bureaux d'urbanistes-aménageurs)

Le taux de réponse est assez faible, mais ce domaine est spécialisé avec des bureaux actifs en la matière.

Il y a cependant une bonne variété entre les réponses de bureaux d'architectes, de bureaux d'ingénieurs-conseils et de bureaux d'urbanistes-aménageurs.

De manière générale, nous remarquons qu'il y a une forte demande d'information de nos membres notamment en ce qui concerne le Leitfaden.

Cette enquête sera utile pour le groupe de travail lancé par l'Administration de la Gestion de l'Eau pour la mise à jour de ces lignes directrices.

Une demande d'entrevue sera adressée au Directeur de l'AGE afin de présenter en détail cette enquête.

1) Avez-vous connaissance du guide "**Leitfaden für den Umgang mit Regenwasser in Siedlungsgebieten Luxemburgs**"?

1.1) Document complet?

([http://www.eau.public.lu/publications/brochures/Regenwasserleitfaden/Leitfaden\\_pdf.pdf](http://www.eau.public.lu/publications/brochures/Regenwasserleitfaden/Leitfaden_pdf.pdf))

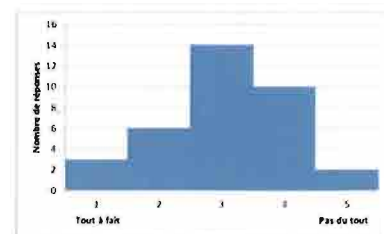
1.2) Brochure succincte?

([http://www.eau.public.lu/publications/brochures/Regenwasserleitfaden2/Leitfaden\\_pdf.pdf](http://www.eau.public.lu/publications/brochures/Regenwasserleitfaden2/Leitfaden_pdf.pdf))

oui 21 14 non

oui 25 10 non

2) Les **critères de dimensionnement et concepts techniques** qui y figurent sont **suffisants** pour servir de base à l'élaboration des infrastructures hydrauliques d'un PAP?

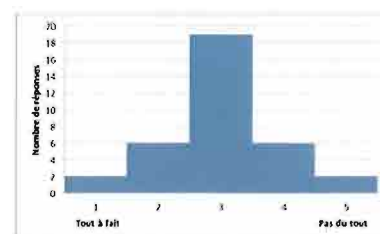


Moyenne des réponses : 3

### Remarques/Suggestions :

1. Nécessité de plus de précision et de clarté dans les critères de dimension.
2. Trop de mises à jour officieuses des lignes de conduite appliquées par l'Administration à la suite. L'Administration de la Gestion de l'Eau (AGE) indique les détails lors des entrevues relatives aux projets.
3. Les croquis et illustrations permettent de comprendre la globalité, mais un texte en français permettrait, sans doute, de rendre tout le document et la politique de gestion compréhensible pour un francophone (Obligation de constitution d'équipes).
4. L'Administration de la Gestion de l'Eau (AGE) indique les détails seulement lors des entrevues relatives aux projets.
5. Les méthodes de dimensionnement se basent sur la DWA (calcul de volume suivant ATV A 117).
6. Ces méthodes de calcul suivant DWA sont bien connues par les différents bureaux d'études. La brochure a d'ailleurs été élaborée en collaboration avec quelques bureaux d'études - membres de l'OAI.
7. Si on a suivi une formation IC dans le domaine de l'Eau, les informations contenues sont largement suffisantes.

3) Etes-vous d'avis que la **séance d'informations OAI par l'Administration de la Gestion de l'Eau** dans ce contexte a été suffisante?

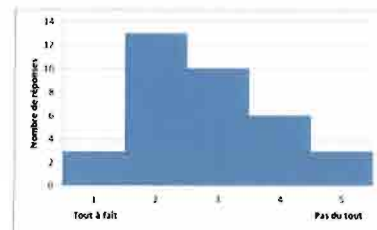


Moyenne des réponses : 2,9

## Remarques/Suggestions :

1. On pourrait imaginer un Leitfaden avec les grandes lignes, mais pas nécessairement avec trop d'exemples concrets.
2. La séance d'information est à renouveler régulièrement (1 ou 2 ans) notamment avec des retours d'expériences vécues.
3. Les séances d'informations ont relevé les nouvelles règles générales pour les P.A.P.:
  - 1) évacuation en système séparatif.
  - 2) faire une rétention des eaux pluviales sur le terrain du P.A.P. de façon qu'uniquement le débit qui serait évacué par le terrain non construit soit évacué (périodicité : 1 an) vers le ruisseau.
  - 3) une partie de la rétention doit se faire à ciel ouvert pour détecter les raccordements erronés.
  - 4) mise en place d'axes eaux pluviales du P.A.P. jusqu'au ruisseau (le raccord du bassin de rétention aux infrastructures existantes pourra être autorisé au cas où l'axe eaux pluviales serait posé ultérieurement.)
  - 5) le terrain de la rétention doit être cédé à la commune, car elle sera responsable de l'entretien des nouvelles installations. Le terrain fera partie des 25 % à céder dans le cadre du PAP.
4. Die Bemessung nach DWA A 117 ist ausreichend.
5. Wann kann mit der Einführung/Genehmigung von Niederschlagsabfluß-Simulationen gerechnet werden?

- 4) Pensez-vous que le **conseil et l'assistance de l'Administration de la Gestion de l'Eau** dans le contexte des demandes préalables circonstanciées en phase d'avant-projet sont exhaustifs et complets?

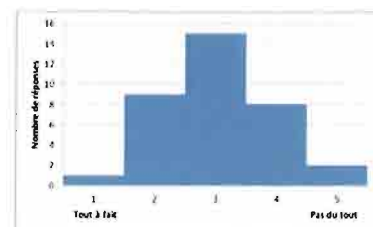


Moyenne des réponses : 2,7

## Remarques/Suggestions :

1. Le temps est très important voire plus important que le coût et la sécurité de planification (Procédure trop longue et trop de documents demandés).
2. Souvent manque de souplesse dans le conseil et l'assistance. Les avis sont surtout des avis de conformité aux directives internes de l'AGE que l'on voudrait peut-être plus techniques.
3. Le principe de préavis permet de fixer les idées en temps utile, mais l'attitude générale est trop rigide et écarte le respect de contextes (urbain/rural).
4. L'AGE invite les bureaux d'études à une réunion de concertation pour voir si la conception du système d'évacuation des eaux pluviales prévue est autorisable. Cette réunion très constructive permettra d'élaborer les projets de façon à ce que les projets ne nécessitent plus d'être modifiés à plusieurs reprises. Un premier accord par l'A.G.E. est donné sur demande d'un accord de principe des plans.

- 5) Etes-vous d'avis que les solutions découlant du guide et les consignes de l'Administration de la Gestion de l'Eau reflètent la **meilleure technique en matière de gestion des eaux urbaines**?



Moyenne des réponses : 2,9

## Remarques/Suggestions :

1. Elles vont dans le bon sens.
2. Trop de dogmes et trop peu de mise en pratique de solutions préconisées au guide (p.ex. blocs d'infiltration).
3. Pour la rétention d'eau pluviale les solutions me semblaient trop techniques et très exigeantes.
  - D'accord pour prévoir des réseaux séparatifs sur tous les nouveaux tronçons.
  - Limiter les bassins de rétention au projet d'une certaine envergure.
  - Regrouper les bassins de rétention dans la mesure du possible.
4. Oft nicht geeignet für Innenbereiche der Städte.

5. Le contenu de cette question nous semble très difficile.  
Comme l'AGE devra autoriser le plan d'évacuation des eaux pluviales du nouveau P.A.P., le bureau d'études a tout intérêt (pour lui et pour son client) d'élaborer un projet qui soit directement accepté par l'administration. Toutes les réflexions sur une meilleure technique ne font actuellement pas partie du travail du bureau d'études, car l'AGE devra donner une autorisation pour le projet.  
Dans le cadre de l'autorisation, l'AGE veillera en même temps que le projet respecte les conceptions des études générales (Generalentwasserungsplan) des différentes localités (tels que les axes eaux pluviales).
6. L'application des règles générales (profondeur de la rétention ouverte inférieure à 1 mètre, profondeur maximale des eaux retenues inférieure à 0,5 mètre) dépend évidemment de la topographie du terrain, voilà pourquoi différents projets sont difficiles à réaliser suivant les règles imposées.
7. Es wird zum Teil nur auf die Belange des Gewässerschutzes geachtet. Die Unterhaltsprobleme und Aufwendungen der Betreiber der Regenwassernetze, sowie die Haftungs- und Sicherungsprobleme werden außer Acht gelassen.
8. Il faut regarder au cas par cas parce que les exigences pour des petits PAP dans une zone "rurale" sont autres que pour des PAP en centre-ville (influence trafic, utilisation des placettes etc.)

- 5.1) Quels sont les **aspects que vous souhaiteriez modifier** éventuellement pour mieux tenir compte des "règles de l'art"?

(Des **exemples** concrets, documentés év. en annexe, sont bienvenus!)

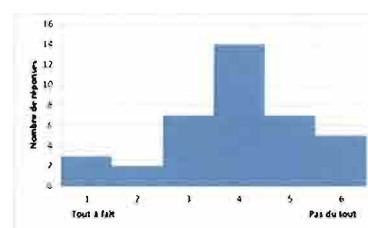
Remarques/Suggestions :

1. Un règlement grand-ducal détermine la déontologie des architectes et des ingénieurs-conseils. Il importe que l'AGE n'intervienne pas trop dans les détails techniques qui sont de la responsabilité de l'homme de l'art qui exerce une profession réglementée.
2. D'après la déontologie, les membres obligatoires de l'Ordre ont différents intérêts à défendre : l'intérêt du client, l'intérêt des utilisateurs et l'intérêt général. Ils en ont la responsabilité professionnelle.
3. Nous avons fait l'expérience que pour de nombreux projets de très petite envergure (certaines communes exigeant un PAP pour une simple maison unifamiliale), une rétention des eaux pluviales (avec toutes les contraintes que cela implique, accessibilité au bassin ou canal ouvert à garantir, etc.) allaient à l'encontre d'une planification globale et rationnelle de la problématique de la gestion de l'eau. Nous estimons en effet que l'Administration devrait être plus flexible dans l'application des directives et de les mettre plus en rapport avec un projet concret. Nous avons parfois l'impression que l'Administration, au lieu de chercher des solutions appropriées à un projet concret, est surtout intéressée à faire appliquer les directives.
4. Une publication de concepts mis en œuvre à Luxembourg (pas en Allemagne ou en France ou...), montrer des plans de PAP, des images de la phase chantier et de la réalisation finale.
5. Stockages des eaux pluviales en sous-sol (sous voirie, sous places de stationnement).
6. Plus de différenciation par rapport aux situations réelles rencontrées.
7. Il faut plus profondément regarder les aspects de l'utilisation d'eau pluviale, la "Versickerung" avec toutes ses aspects en relation avec la composition de sol et pour le traitement d'eaux usées il me manque de la mention de "Teichkläranlagen" pour les petits villages.
8. Pas de sens pour très petit lotissement.
9. Raccorder l'eau des entrées de garage au réseau d'eau usée (récolte des eaux de lavage des voitures, nettoyage alentours, outils de jardin (fongicides, pesticides) et de bricolage (peinture, solvants, produits chimiques), etc...
10. L'autorisation de toitures vertes privé dans le calcul, comme préconisé dans les exemples du guide.
11. Les nouvelles règles ont été mises en application par la nouvelle Direction de l'AGE en vue de la loi de décembre 2008 (Monsieur André Weidenhaupt a repris en 2006 le poste de Directeur) Sous la direction de l'ancien directeur Monsieur Paul Hansen l'assainissement des différentes localités s'est fait pour la plus grande partie (sauf pour les Villes de Luxembourg et d'Esch-sur-Alzette) en système mixte. Uniquement les nouveaux lotissements proches des ruisseaux ont été projetés avec un système séparatif.
12. D'autres administrations (p. ex. l'administration de la Nature et des Forêts) ont également mis des règles en place (p. ex. que le bassin de rétention ne peut pas être aménagé dans une zone verte) qui ne sont pas toujours favorables ni pour la planification du projet ni pour le promoteur (médiation entre intérêt particulier et intérêt public).

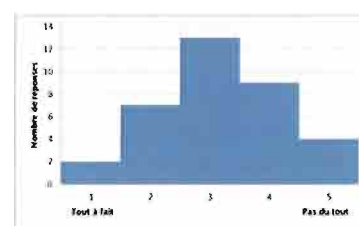
- 5.2) Pensez-vous que les **aspects de la sécurité des ouvrages, de l'entretien et de la documentation technique** sont suffisamment évoqués pour:

### 5.2.1) les rétentions à ciel ouvert

### 5.2.2) les rétentions enterrées



Moyenne des réponses : 3



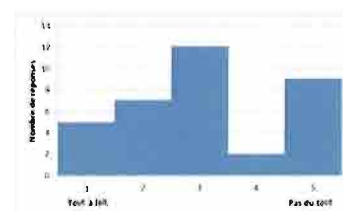
Moyenne des réponses : 3,1

#### Remarques/Suggestions :

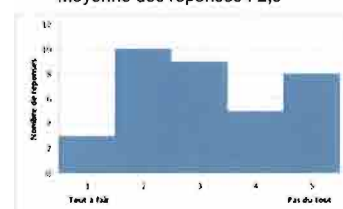
1. C'est toujours difficile d'expliquer aux communes et aux promoteurs que le bassin à ciel ouvert n'est pas une surface monofonctionnelle avec de l'eau stagnante.
2. Ces aspects sont trop mis en évidence et mènent à des solutions très coûteuses.
3. Les aspects de sécurité :  
Pour les bassins de rétention à ciel ouvert l'AGE demande le respect de prescriptions générales (profondeur de la rétention ouverte inférieure à 1 mètre, profondeur maximale des eaux retenues inférieure à 0,5 mètre). La réponse à donner par le bureau d'études à la question si ces mesures sont suffisantes est très difficile, car toutes mesures complémentaires (p.ex. clôtures, alerte en cas de pollution ou similaires) engageront des frais pour le maître d'ouvrage.  
Pour les rétentions enterrées il n'y a pas de problème pour les aspects de sécurité, car en règle générale les ouvrages ne sont pas plus profonds que 3,50 m.
4. L'entretien des ouvrages :  
L'AGE demande un entretien régulier des rétentions à réaliser par les communes, notamment pour constater des irrégularités. Cette démarche est demandée afin que la commune reste responsable de l'ouvrage et puisse détecter à tout moment des irrégularités (p.ex. possibilité de détection d'un raccordement erroné d'une nouvelle installation dans une des maisons du lotissement après quelques années).
5. La documentation technique est très souvent négligée. Ni les différents corps de métiers, ni le bureau d'études n'établissent une documentation technique qui pourrait servir à la commune pour faire l'entretien.
6. Der Unterhaltsaufwand der offenen Retentionen wird seitens der AGE nicht bedacht. Der Unterhaltsaufwand für die der Mulden, die sich im Laufe der Zeit in ihrer Anzahl kontinuierlich erhöhen werden, wird für die Gemeinden zu einem großen Problem.
7. Der Unterhaltsaufwand der unterirdischen Retentionen ist wesentlich geringer. Diese werden von der AGE jedoch nicht in gleichem Masse gefördert. Hierzu gibt es auch keine Handlungsempfehlungen und keine Bauvorschriften in Abstimmung mit ITM.

### 6) Le principe de la **rétention d'eaux pluviales** trouve-t-il votre accord?

- 6.1) terrain à céder par le promoteur dans l'enceinte du PAP
- 6.2) terrain à acquérir et à céder par le promoteur en aval du PAP

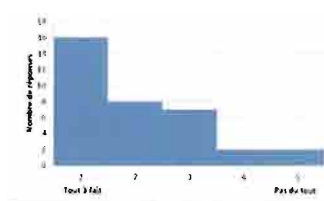


Moyenne des réponses : 2,9

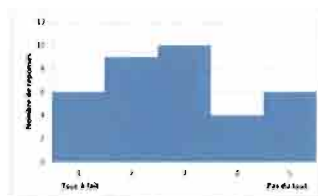


Moyenne des réponses : 3

- 6.3) terrain du patrimoine communal ou étatique à définir à l'exutoire d'un ou plusieurs bassins versants par la commune dans le cadre de l'élaboration du PAG, le cas échéant en zone verte et participation du promoteur au prorata
- 7) Est-ce que le module de rétention à ciel ouvert vous semble approprié pour permettre le **contrôle visuel des raccordements erronés**?



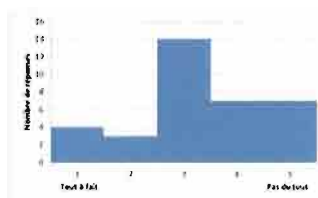
Moyenne des réponses : 1,9



Moyenne des réponses : 2,8

## Remarques/Suggestions :

1. Il y a sûrement d'autres solutions moins contraignantes (test colorant à la réception des installations sur les réseaux d'eaux usées pour contrôler l'absence de raccordements).
  2. Faisable en milieu rural, inapproprié en milieu urbain.
  3. Regard de prélèvement. Mieux investir dans le contrôle par caméra.
  4. La rétention à ciel ouvert est sûrement un moyen de détecter rapidement un raccordement erroné.
  5. Toutefois, un contrôle du bassin fermé (ouverture d'une seule trappe lors de l'entretien régulier) permettrait également un contrôle rapide (uniquement par l'odeur). Malheureusement, l'aménagement de la rétention ouverte est parfois difficile (dépend de la topographie du terrain) et l'aspect esthétique est souvent négligé lors de l'élaboration du projet.
  6. Es ist die maximale und platzaufwendigste Lösung zur Kontrolle von Fehllanschlüssen. Aufgrund der visuellen Überprüfbarkeit (auch durch Laien z.B. Anwohner) kommt eine schnelle Rückmeldung bei Fehllanschlüssen (Moyen des communes pour remédier à ces problèmes?).
  7. Eine Lösung in Form eines feinmaschigen Siebgitters im Ablauf einer unterirdischen Retention ist auch ausreichend. Diese kann stichprobenartig nach Erstellung eines Neubaus inspiziert werden.
- 8) Est-ce que l'aménagement des rétentions à ciel ouvert pour eaux pluviales constitue un **élément urbanistique de qualité**?



Moyenne des réponses : 3,2

## Remarques/Suggestions :

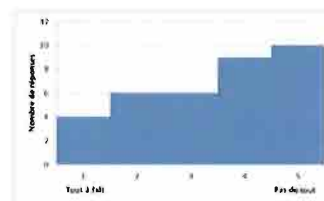
1. Hygiène ? Larves de moustiques ?
2. Cela dépend beaucoup de la qualité des aménagements extérieurs en général et dépend du budget disponible.
3. Cela dépend beaucoup du terrain du PAP.
4. Surtout pour sa portée "pédagogique" en matière de gestion durable du sol.
5. Tout dépend de la surface disponible, du contexte local, de la qualité de l'architecte, et de la volonté du promoteur.
6. Oui en milieu rural ; Non en milieu urbain.
7. Tout dépend du traitement : marre à moustiques malodorante ou bassin végétalisé très naturel. Par ailleurs, quid des boues polluées de ces bassins dans les années à venir ?
8. Cela ne correspond pas avec la demande d'une densification des bâtiments et avec un urbanisme rural en plein cœur des villages p.ex.
9. L'aménagement d'une rétention d'eau à ciel ouvert n'est pas toujours facile à réaliser voire impossible à réaliser surtout pour les petits PAP. Pour les petits PAP cette mesure me semble hors du rapport rationnel défendable en ce qui concerne input/output. Il faut tenir compte de l'entretien de ces rétentions à ciel ouvert. En théorie l'entretien fonctionne très bien mais la pratique n'est pas toujours la même. Il ne faut pas oublier les prix excessifs des terrains à

construire. Cette mesure ne fait qu'augmenter les prix des terrains à construire.

10. L'aménagement de la rétention ouverte est toujours un élément très difficile et dépend de la topographie du terrain. Afin d'éviter des profondeurs trop grandes il faut veiller à l'aménagement des ouvrages et canalisations (rétention enterrée et niveau de pose des canalisations). Souvent il n'est pas tenu compte de l'aspect urbanistique du bassin à ciel ouvert mais uniquement de la mise en place du volume de rétention demandé par l'AGE.
11. Die offene Retention kann durchaus als städtebauliches Element in der Gesamtgestaltung eines PAP (in der öffentlichen Grünfläche) als ?zentrales Becken? genutzt werden. Bei einem privaten Promoteur entsteht hier jedoch der Konflikt mit dem erforderlichen Platzbedarf.
12. Ca dépend très fortement comme l'ouvrage est traité, ainsi que ses dimensions.
13. Cela dépend fortement de la qualité du projet d'aménagement des surfaces.

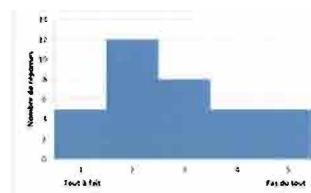
9) Quelles **surfaces** sont, d'après vous, **raccordables aux eaux pluviales**:

9.1) voiries à trafic intense?



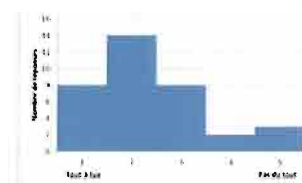
Moyenne des réponses : 3,2

9.2) voiries à faible trafic?



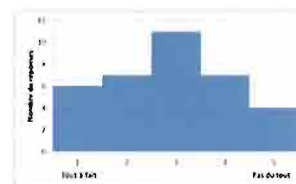
Moyenne des réponses : 2,6

9.3) places publiques en tissu urbain?



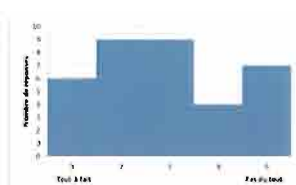
Moyenne des réponses : 3,2

9.4) places de marché?



Moyenne des réponses : 2,7

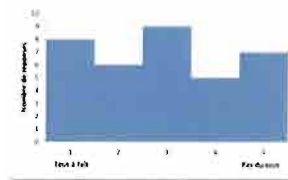
9.5) surfaces de parkings publics?



Moyenne des réponses : 2,8

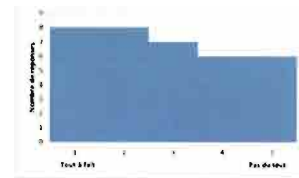


9.6) rampes de garages privés?



Moyenne des réponses : 2,8

9.7) rampes de garages publics?

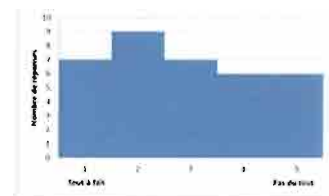


Moyenne des réponses : 2,7

Remarques/Suggestions :

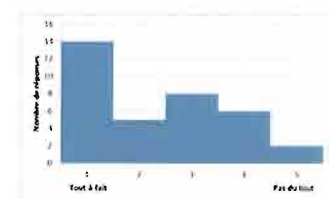
1. Avec prétraitement pour voiries et parking (dessablage / déshuilage).
2. L'argumentaire doit l'emporter au lieu d'un catalogue de critères.
3. Eviter de déverser en rivière les eaux pluviales polluées (voiries, etc.) car trop nocives pour l'environnement. Nécessité de bassin de rétention.
4. Pts 9.1 et 9.2 > attention aux sels de dégivrage.
5. Pts 9.5, 6 et > attention aux sels, produits de nettoyage et lavage et produits pétroliers.
6. Cette question ne peut pas être généralisée. L'évacuation des eaux pluviales des différentes surfaces dépend de la nature et de la quantité des charges polluantes et aussi de la qualité et la quantité des eaux dans le ruisseau. En fait, l'AGE et/ou l'administration de l'environnement (au cas où le projet nécessite une autorisation commode) définissent si les eaux pluviales sont raccordables ... et si oui sous quelles conditions.
7. L'administration pourrait demander p.ex., un traitement des eaux pluviales par un bassin de filtration (Retentionsbodenfilter RBF) La planification de tel bassin s'avère difficile et doit être adaptée à chaque projet.
8. In Deutschland gibt es die DWA M153, die Straßen, Plätze und auch Dachflächen hinsichtlich ihrer Belastung klassifizieren. Anhand dieser Klassifizierung wird festgelegt, ob das abfließende Regenwasser unbedenklich in einen Vorfluter eingeleitet werden kann.
9. Grundsätzlich sind öffentliche Straßen und Plätze mit Fahrzeugbelastung kritischer zu betrachten als private Zufahrten, Wege und Plätze (mit geringer Fahrzeugbelastung).
10. Für die privaten Tiefgaragenzufahrten könnte durchaus auf einen Anschlusszwang an den RW-Kanal verzichtet werden. Die geringen Wassermengen könnten an den SW-Kanal angeschlossen werden (Bsp. Zufahrt: 3 m breit, 10 m lang, Katastrophenregen 300 l/s\*ha ? 0,9 l/s).
11. Si on prend compte des possibilités de prétraitement avant rejet, il n'y a pas de raison contre le raccordement de toutes ces surfaces. Mais sans prétraitement ce n'est pas bien pour le cours d'eau récepteur.

10) Etes-vous d'avis que les eaux pluviales de systèmes séparatifs, dans leur ensemble, nécessitent un **traitement préalable centralisé avant rejet** au cours d'eau?



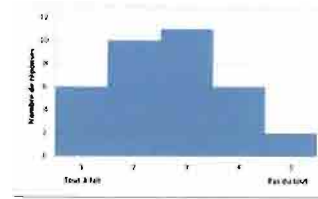
Moyenne des réponses : 2,8

11) Etes-vous d'avis que la pratique actuelle de **basculement conséquent vers les systèmes séparatifs** doit être maintenue?



Moyenne des réponses : 2,2

- 12) Pensez-vous que la pratique actuelle et le guide "Leitfaden für den Umgang mit Regenwasser in Siedlungsgebieten Luxemburgs" doivent être modifiés?



Moyenne des réponses : 2,5

- 13) Si oui, quels aspects vous semblent primordiaux?

1. Editer dans toutes les langues officielles au Grand-Duché de Luxembourg.
2. Nécessité d'un référentiel officiel propre à Luxembourg pour les dimensions des ouvrages (eaux pluviales): valeurs des différents coefficients à appliquer, volumes de rétention des bassins).
3. Solutions faisables en tissu urbain, les solutions proposées sont bonnes du point de vue théorique et en partie réalisables en milieu rural.
4. Revoir le seuil à partir duquel une rétention est obligatoire.
5. Réduire le nombre de rétentions par centralisation (regroupement).
6. Limiter les eaux du réseau pluvial aux eaux propres et déconnecter les surfaces à risques de pollution.
7. Les exemples dans le guide sont très bien mais pas toujours applicables selon la loi luxembourgeoise.
8. A notre avis, le Leitfaden devra être modifié et il faut intégrer les expériences que chacun (maître d'ouvrage, l'AGE, l'architecte/l'ingénieur) a acquis durant les trois dernières années. Le Leitfaden devra être adapté avec des exemples réalisés (au Luxembourg) et ne devra plus se baser sur des exemples à l'étranger où les conditions (telle que p.ex. la topographie, etc) sont autres que pour le Luxembourg. Les responsables de l'AGE devront être confrontés aux problèmes des ingénieurs et architectes lors de l'élaboration des projets Aussi, l'aspect esthétique et la sécurité des bassins à ciel ouvert devront faire partie du document modifié. Nous sommes d'avis que le Leitfaden ne peut être qu'un document de travail. L'aménagement des bassins de rétention devrait être analysé pour chaque projet et l'AGE devrait donner possibilité à l'architecte/l'ingénieur de développer ses propres idées.
9. En ce qui concerne les petits lotissements le long des rues existantes nous supposons que les problèmes pour ces projets pourront être résolus lors de l'application de la nouvelle loi de l'aménagement du territoire qui définit les zones "quartiers existants".
10. Grundsätzlich sollten die Belange der Gemeinden hinsichtlich Unterhalt und Haftungsrecht mehr berücksichtigt werden. Der Planer hat mehrfach Probleme die Forderungen der AGE im Rahmen eines privaten PAP beim Auftraggeber und bei der Gemeinde argumentieren zu können.
11. L'intégration des techniques de prétraitement si les surfaces tributaires sont potentiellement polluées.

- 14) Remarques d'ordre général:

1. La Directive 91/271/CEE « ERU » sur le traitement des eaux urbaines résiduaires fixait des limites dans le temps pour la mise en conformité des réseaux. Par exemple la Belgique a été condamnée en 2004 pour non-respect...Qu'en est-il du Luxembourg ?
2. Les délais administratifs restent très longs.
3. Version et référence en français pour une plus grande diffusion et une meilleure efficacité dans la pratique et une meilleure coordination avec ALUSEAU.
4. Les critères de dimensionnement rigides doivent faire place à une interprétation plus contextuelle vu les montants engagés pour les mesures proposées.
5. VOIR RESULTATS DE PAP RECENTS.
6. Pour le moment, peu de maîtres d'ouvrages (promoteurs) se sont opposés formellement aux autorisations de l'A.G.E. (bien qu'ils ne soient pas contents avec les décisions prises). Les communes ne sont pas d'accord avec les travaux d'entretien qui surviendront et qui sont à leur charge. Ils n'ont pas le personnel nécessaire à disposition.
7. L'OAI devrait s'engager à ce que l'architecte/l'ingénieur puisse développer à nouveau ses propres idées dans l'élaboration des projets, tout en respectant les prescriptions (formulées moins strictes) de l'AGE. Nous sommes d'avis que l'A.G.E. ne changera pas leurs principes fondamentaux (voir point 6).
8. 1 En tenant compte des idées énumérées sous le point 6 de votre questionnaire, nous sommes d'avis que, si l'AGE voudrait changer la philosophie il sera très difficile de trouver une solution qui traitera chaque promoteur de la même façon. Une participation au prorata des frais nous semble très difficile et nous nous demandons qui prendra en charge les investissements (préfinancement) pour faire les ouvrages et axes eaux pluviales (les communes?)? Est-ce que les installations devront être en fonction avant que le lotissement puisse être aménagé? Est-ce que les canalisations et ouvrages posés hors du périmètre pourront encore profiter d'un subside étatique de 33% (à ce jour toute installation hors périmètre n'est plus subsidiable).